

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 mars 2022
(Convocation du 15 mars 2022)

Aujourd'hui, le 23 mars 2022 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice	
• Nombre	52
• Voix	321
Présents	
• Nombre	32
• Voix	236
Pouvoirs	
• Nombre	3
• Voix	3
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	35
• Voix	239
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Julien Dubois, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Jean-Jacques Dané, M. Didier Sakellarides

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Francis Dupouey,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot

Secrétaire de séance : M. Christian Ducos, Délégué



OBJET : - Programme d'actions - Risques fluviaux - Programme d'actions 2022 - Modification de la fiche n° 14 - Animation du PAPI de l'agglomération dacquoise

Exposé des motifs :

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est en phase de mise en œuvre depuis le 16 septembre 2020. L'animation de la démarche fait l'objet de subventions de l'Etat ainsi que du FEDER, et le reste à charge est réparti entre les 4 EPCI-FP concernés. Cependant, suite à des échanges avec le Département des Landes depuis le début de l'année 2022, celui-ci souhaite accompagner les collectivités locales dans le financement de l'animation du PAPI.

Il convient d'ajuster en conséquence la fiche n° 14 relative à l'animation du PAPI de l'agglomération dacquoise en intégrant la participation du Département des Landes dans le financement du reste à charge de la mission, celui-ci intervenant à parité des EPCI-FP soit à hauteur de 50% du reste à charge incombant à l'EPTB.

Considérant la délibération n°134/2021 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour approuvant le programme d'actions 2022 dont notamment la fiche n° 14,
Considérant la volonté du Département des Landes d'accompagner financièrement la démarche,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche n° 14 du programme d'actions 2022,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel afférent,
- d'approuver le contenu de la fiche n° 14 bis telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 23 mars 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

FICHE DE PROPOSITION n° 14 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise - année 2022

Zone d'influence :

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (26 communes) étendu à Tartas et Audon

Description de l'opération :Origine

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI de Dax, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L. 566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte l'Institution Adour a décidé, en accord avec la communauté d'agglomération Le Grand Dax Agglomération d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration de la SLGRI du TRI de Dax.

Lors du comité de pilotage du 3 mai 2016, la SLGRI du secteur dacquois a été validée et les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation. Le dossier a été déposé en novembre 2019 et a reçu un avis favorable des instances de labellisation. La mise en œuvre du PAPI a démarré le 16 septembre 2020.

Buts

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

Contenu

203 jours d'animation

Interventions antérieures :

De 2014 à 2016, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI de Dax a été élaborée. Elle a été arrêtée par le Préfet des Landes le 15 décembre 2016.

L'année 2017 a été consacrée à l'élaboration du dossier de candidature à un PAPI complet. Comme le cahier des charges PAPI est plus exigeant que le précédent, une étude hydraulique a été lancée début septembre 2017 et devrait se terminer au premier trimestre 2019.

L'année 2018 a été consacrée à continuer l'élaboration du dossier PAPI. Une analyse environnementale a été lancée en septembre pour une durée de 6 mois.

L'année 2019 a permis de continuer l'élaboration du dossier jusqu'à son dépôt et de clore les prestations des études engagées.

Le dossier de candidature du PAPI a été déposé fin novembre 2019. Le projet a été présenté en commission inondation de bassin le 10 mars 2020 puis en commission mixte inondation le 3 juillet 2020. Les actions du programme ont pu débuter à partir du 16 septembre 2020, date de signature de la convention cadre du PAPI.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Durée de l'opération : 6 ans à partir du 16/09/2020

Coût de l'opération : 62 023 € TTC

Dépenses de personnel	Salaires et charges	47 412 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	7 111 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	2 500 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images, frais de communication	5 000 €
TOTAL		62 023 €



Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	40 %	24 809,20 €
État (fonds Barnier)	38,7 %	24 000,00 €
Département des Landes	10,65 %	6 606,90 €
EPCI-FP (CAGD, CCPT, CCTC, MACS) *	10,65 %	6 606,90 €
TOTAL		62 023,00 €

* La répartition entre les EPCI-FP concernés est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.

Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :

	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	76,22 %*	5 035,78 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 %*	558,94 €
Communauté de communes du Pays Tarusate (CCPT)	13,08 %*	864,18 €
Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS)	2,24 %*	147,99 €
TOTAL	100 %	6 606,90 €

* Selon la clef de répartition retenue pour les actions mutualisées à l'échelle du périmètre du PAPI, calculée comme suit :

- 25 % en fonction de la population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 25 % en fonction du bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 50 % en fonction du potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI.



Plan de situation :

